

Les traités de « libre échange » sont en réalité une hégémonie des puissances économiques monopolistiques contre les peuples et la démocratie (si ce terme a encore un sens) !.

Le défaut de transparence flagrant est le premier élément qui confirme cette idée de pouvoir absolu qu'ont les grandes multi et transnationales sur la vie des gens.

L'information qui arrive aux citoyens, procède toujours par des fuites, ce qui tend à prouver que de l'intérieur même du système, des voix s'opposent à ce dictât !

Que devons nous comprendre ?

Le peuple « profane » ne peut comprendre ? Donc n'est pas digne d'être informé malgré son insistance ? En définitive que son opinion importe peu ?

La multitude de crises (financière, alimentaire, sociétale, énergétique, climatique...) arrive à son paroxysme car elles sont toutes issues d'une croyance folle en une croissance exponentielle dans un monde fini !

À se demander qui sont les utopistes sur cette Terre !?

Cette économie basée sur le marché, entraîne toutes entreprises dans un cercle vicieux. L'appétit insatiable de la finance, la soif inapaisable de profit, la boulimie vorace pour l'accaparement des biens communs, une addiction dangereuse aux énergies fossiles, sur un objectif de croissance infinie, leur impose de grossir sans cesse ou de mourir !

Cette « vie à l'américaine » imposée, s'est construite d'abord sur un impérialisme culturel, qui entraîna ce totalitarisme économique et cette consommation de masse, les inégalités structurelles et l'individualisme qui en découle. Derrière son apparence désirable, policée et pacifique, elle se montre terriblement prédatrice, inégalitaire, violente et humiliante pour beaucoup. Les chemins tortueux de la violence, de la colère et de la haine sont alors une option pour des personnes désœuvrées, sans repère ni espérance.

Pour arriver finalement à cette situation d'abandon de toutes nos valeurs, morales, éthiques, spirituelles, cette « **acceptabilité sociale** » comme le « **politiquement correct** » nous le suggère, plusieurs moyens techniques sont mis en œuvre par les experts. La communication est au centre de ceux-ci, et ils jouent sur le sens des mots.

Confucius a dit: « Quand l'Homme ne veut plus ou qu'il ne peut plus changer les choses, alors il change le sens du mot » et « Lorsque les mots perdent leur sens, les gens perdent leur liberté »

C'est ce qui se passe aujourd'hui, dans une vaine tentative de prolonger l'agonie d'un système à bout, les oligarques et leurs élites technocratiques, ne manquent pas de ressources pour maintenir l'humanité dans l'ignorance, la peur, la soumission et la résignation et les mots ont leur importance....

La transformation d'un mensonge en vérité inéluctable nécessite soit une prolifération de « bandes annonces » mille fois répétées afin de devenir vérité dans l'inconscient collectif, soit une formulation plus édulcorée, ou carrément des mots détournés de leur sens originel :

- Le mot Crise à l'origine grecque (krisis) le moment de vérité, l'abandon d'une position intenable ou la découverte d'une impasse et la nécessité d'une profonde remise en question ; aujourd'hui, il en est réduit à une catastrophe économique et sociale plus ou moins imprévisible, à la croisée d'erreurs humaines et, plus encore, d'aléas du Marché, donc à subir inéluctablement !

- Les destructions environnementales deviennent pudiquement, par dialectique économique des « externalités négatives ! » (à ce sujet, un rapport récent en anglais malheureusement, démontre que si ces externalités étaient supportées par les entreprises qui les provoquent, elles seraient toutes en banqueroute !)

Le lien sur l'étude et le rapport : <https://mrmondialisation.org/la-plupart-des-industries-en-faillite-sans-laide-des-etats/#more-88714>

- Le sens du mot Économie tiens ! Parlons en : il est aujourd'hui synonyme de « consommer plus pour gaspiller plus ! » est ce là son sens originel?
- Cette économie se dote de « Consultants » dont le sens initial (qui demande une consultation) s'est transformé en quelqu'un qui donne une consultation (ainsi nous avons aujourd'hui une multitude de consultants experts dans tous les domaines !)
- Prenons le mot France ; il représentait l'ensemble de la collectivité vivant sur notre territoire. Aujourd'hui, grâce à sa dialectique "novlangue" si particulière, ce mot caractérise les gens qui sont aux manettes; "La France qui gagne".
- Même (et surtout) le mot Citoyen se transforme de substantif en adjectif, caractérisant ce qui se conforme à l'idéologie dominante (ex. : trier ses déchets est un « comportement citoyen ») (traduction : moutonnier, docile, sujet).
- Notre « indépendance énergétique » due au nucléaire est non seulement un mensonge éhonté mais cache un néo-colonialisme teinté de prises d'otages qui entraînent inévitablement des rançons.

Cette Novlangue est devenue très riche pour transformer des mots trop précis en termes flous ou en leur contraire. Voir ce lien pour d'autres termes ayant subi une transformation linguistique marquante.

http://www.barbarisme.com/changement_sens_mots.htm

En contrepartie, d'autres mots peuvent aussi avoir un sens caché souvent très approprié !

- le mot **Consommateur** peut s'épeler : Cons, Sots, Mateurs ...sous entendu de pub !
- **Gaspillage** peut aussi être interpréter comme Gaz Pillage, ce qui est réalité en géopolitique !

Georges Orwells déjà en 1949 l'avait écrit dans son ouvrage **1984**, *Extrait* :

« Ne voyez-vous pas que le véritable but de la novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. »

Tous les « concepts » (encore un mot qui, de représentation mentale et abstraite est devenu une idée, une trouvaille, une innovation!) nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées. (...) Le processus perdurera encore longtemps pour nous faire prendre des vessies pou des lanternes !

« déjà au XIIIe siècle, il était d'usage de chercher à prendre son prochain pour un pigeon ou un ignare ! »

Ensuite le marché, Ah ! Le marché !

La libéralisation totale des marchés : prenons l'exemple de l'agriculture, à laquelle les paysans s'opposent farouchement, car elle renforcerait la pression à la baisse sur les prix, la fuite en avant vers toujours plus d'industrialisation, la disparition de très nombreuses fermes et la dégradation générale de notre alimentation.

Lire à ce sujet le papier de Jacques Berthelot spécialiste s'il en est un !

http://www.solidarite.asso.fr/IMG/pdf/La_folie_d_integrer_l_agriculture_dans_le_PTCI_20-03-14.pdf

L'agriculture industrielle dans toute sa chaîne de production que les négociateurs souhaitent renforcer est responsable de plus de 50% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Voir le film « COWSPIRACY » <http://www.cowspiracy.com/>; compte tenu de l'urgence sur le changement climatique, on pourrait imaginer une prochaine séance film/ débat dédiée à ce sujet des plus important pour notre résilience aux catastrophes qui s'annoncent. Si vous voulez savoir comment sont élevés les bovins en

Amérique du nord dans des parcs d'engraissement intensif, appelés "feed lots", ce film sans parole de l'INA, vous en donnera une idée, l'odeur en moins qui, paraît-il, est insoutenable à plus de 10km à la ronde!

<https://www.youtube.com/watch?v=YosFM-Cz41w>

L'ouverture des marchés publics américains, en échange, que contestent d'ailleurs les États fédéraux, eux mêmes très ancrés à leur https://fr.wikipedia.org/wiki/Buy_American_Act, va à contre courant de la nécessaire relocalisation de toute notre capacité de production de biens et de services. Les marchés publics sont les outils privilégiés des pouvoirs publics locaux pour organiser le développement sur leur territoire, accompagner l'emploi local, et y favoriser la transition écologique et sociale. La France soutient-elle ce marchandage "perdant-perdant" pour les populations, les territoires et les écosystèmes si ces traités étaient signés ?

L'Arbitrage d'Investissement dans les traités

Attention ! Il ne suffit pas là uniquement de refuser cet ISDS qui ne serait alors qu'un sac de lest, tel celui de la métaphore de la « Montgolfière », qui lui permet de continuer son ascension ! Non l'article 43 sur la fumeuse « Coopération Réglementaire » est à refuser également, sous risque de voire ressurgir cet ISDS plus tard, ou autre acronyme, et sans plus aucune possibilité de le refuser.

Nous y voilà : **La Commission Européenne - prétendant avoir écouté l'opinion publique – vient de produire sa proposition de « nouvelle » Cour du Système d'Investissements (ICS) qui devrait remplacer les « anciens » ISDS dans toutes les négociations d'investissement en cours et à venir. Mais 5 points clés graves pour la démocratie et la justice sont toujours présents dans cette nouvelle appellation du type : « je vous ai compris.. ! »**

Normes et standards : la porte dérobée de la « Coopération Réglementaire »

Ainsi, d'après un document obtenu (sic) par l'organisation Corporate Europe Observatory et rendu public le 20 avril 2015, les dernières discussions relatives à la "coopération réglementaire transversale" dans le TTIP **obligeront** les gouvernements et parlements des 28 États Membres à soumettre leurs projets de réglementation à un "**Organe de Coopération Réglementaire**" euro-américain, **avant tout examen par des élus**. Autant dire que le rôle de parlementaire deviendrait totalement inutile, face à cette nouvelle institution extra territoriale non élue ! En privilégiant leur coût pour le commerce, sans prendre en considération leurs bienfaits en termes de santé publique, d'emploi ou d'environnement. En donnant une place considérable aux "parties tiers", c'est à dire aux lobbies, cette proposition permettra aux acteurs économiques privés d'intervenir directement dans les processus d'élaboration des normes et régulations, à toutes les strates des nations.

Un DENI de DÉMOCRATIE flagrant et dangereux !

Alors que le Secrétaire d'État au Commerce Matthias Fekl répète à l'envi que le Parlement français aura le dernier mot sur les accords, ou que « le contrôle parlementaire est une garantie démocratique indispensable », les ruses politiques semblent en passe de l'emporter sur les belles paroles.

« Que ce soit dans l'hypothèse de la non-mixité de l'accord - s'il en était ainsi décidé à l'échelon européen - ou dans celle d'un vote négatif sur un accord mixte, cela équivaldrait selon moi à un coup d'État démocratique. La France n'acceptera ni l'hypothèse où cet accord serait déclaré purement communautaire sans intervention du Parlement européen ni l'hypothèse du rejet d'un projet qui vous serait soumis mais entrerait en vigueur. Une telle hypothèse ferait trop de mal à notre conception de la démocratie et au projet européen. Telle est la position du gouvernement français sur ce sujet majeur. »

Matthias Fekl, 5 février 2016

Mettre en application un texte négocié en secret, sans même attendre le verdict des élus serait une double insulte à la démocratie. Le gouvernement français doit s'assurer que le droit des élus à se prononcer sur le premier des accords transatlantiques sera respecté. CETA ne soit pas être appliqué avant leur vote. C'est pourtant ce que vient de déclarer le socialiste allemand Bernd Lange qui a déclenché une petite tempête outre-Rhin. Il a déclaré au Taz ne voir aucun problème à la mise en application de l'accord de libre échange CETA, avant même le vote des parlements nationaux.

Encore plus choquant, en cas d'application provisoire, l'aspect le plus décrié du traité - **la possibilité pour les multinationales d'attaquer les États lorsque des décisions nuisent à leurs profits** - sera lui aussi mis en place avant le vote des parlements nationaux. Pire, même en cas de rejet de l'ensemble de l'accord par la représentation nationale [1], le chapitre investissement du CETA continuera à s'appliquer pendant trois ans : trois ans de vulnérabilité aux caprices des investisseurs, en dépit d'un vote négatif !

Pour compléter ce tableau idyllique, et quelques jours après la divulgation des « Panama Papers », le Parlement Européen sous la coupe de la Commission Européenne et des lobbies vient de voter le 14 Avril 2016 pour un nouveau droit à l'opacité pour les multinationales : « la directive sur le secret des affaires » qui permettra aux entreprises de poursuivre tous ceux, journalistes, syndicalistes, lanceurs d'alertes ou salariés utilisant leurs informations acquises sur leur lieu de travail, révélant un secret d'affaire.

http://corporateurope.org/sites/default/files/attachments/trade_secrets_protection_lobbying_report_-_final.pdf

Comment ne pas être contre cet accaparement des institutions nationales élues par les peuples au seul profit du commerce international !?

Énergie et climat

L'Union Européenne insiste pour inclure un chapitre Énergie dans les traités, qui facilitera l'importation en Europe de toutes ressources énergétiques de stock ; ici des hydrocarbures climaticides, comme du gaz américain issu de la fracturation hydraulique, ou là des sables bitumineux extraits au Canada - et acheminés via des oléoducs géants dont l'opinion américaine ne veut pas, ou encore du charbon dont les stocks très importants sont inversement proportionnels à leur cours devenu très bas, continueront d'approvisionner un marché demandeur du meilleur prix. Ces traités priveront en outre, via les dispositions telles que l'ISDS/ICS et la coopération réglementaire, les collectivités publiques des capacités politiques d'organiser la transition énergétique dont nous avons besoin via des politiques publiques ambitieuses (subventions directes ou indirectes aux filières renouvelables locales, privilèges aux opérateurs locaux dans les marchés publics, fiscalité contraignante à l'égard des gros pollueurs, qu'elles ne pourront même pas traduire en justice pour dégâts avérés ! Un comble...). Enfin l'accroissement inéluctable des flux commerciaux transatlantiques dû à ces traités se traduira par une augmentation de nos émissions de gaz à effet de serre, par millions de tonnes supplémentaires, alors même que la COP 21 impose drastiquement et rapidement une forte réduction des GES. **Entre TAFTA et climat, il faut choisir !**

Cette Globalisation accélère dangereusement un effondrement systémique, du fait que notre Terre ne supportera pas une croissance exponentielle physiquement impossible !

Face à un crime contre l'humanité pour lequel tous nos dirigeants pourraient être directement confrontés, seule, l'idée d'une relocalisation au plus près des besoins utiles et non futiles ou inutiles, sauvera notre humanité du collapsus annoncé, pour peu que nous en prenions conscience et que nos élus s'opposent pendant qu'il est encore temps, à cette machine de destruction massive !

Nos descendants nous remercieront !

Dans l'intérêt du bien commun et de la responsabilité qui nous incombe nous en lanceurs d'alertes et vous en citoyens responsables, nous comprenons tout l'intérêt de ce jeu trouble duquel il faut se soustraire !